

Thieu et Ky doivent quitter Saïgon

Charles Tadel

Curieuse conférence que celle de Paris : elle ne se réunit pas, mais en même temps, elle « avance » ; les « alliés » n'y cachent plusieurs querelles, et les « ennemis » aimeraient bien se rencontrer plus souvent, pour parler d'affaires sérieuses ; la guerre continue, mais des officiers américains se laissent prendre en photo sous le drapeau du F.N.L. : ils ne le saluent pas, mais ne demandent pas non plus qu'il soit amené...

Une remarque tout d'abord : depuis deux mois, Saïgon n'arrive pas, dans cette joute diplomatique, à prendre une seule initiative. Le 31 octobre, le président Johnson met fin aux raids contre le Nord. Il s'est auparavant entendu avec Hanoï, mais non avec ses protégés du Sud. Quelques jours plus tard, Mme Binh arrive en France, à la tête d'une première délégation des maquis. Pendant un mois, les télévisions américaines n'auront de films que pour elle, puisque, à Saïgon, les généraux palabrent, espèrent jouer Nixon contre Johnson, Johnson contre Clifford, le haut-commandement américain contre Harriman. En vain : les Américains peuvent être désunis — ils le sont — mais pas au point, même pour les durs d'entre eux, de faire passer les états d'âme du général Thieu avant les intérêts nationaux des Etats-Unis. Lorsque le général Ky arrive enfin en France, il a droit à quelques articles, quelques regards, mais non aux égards théoriquement dus à son rang. D'ailleurs, son rang, il le doit à l'étranger, il le sait et son nationalisme officiel fait sourire. Il retrouve d'ailleurs très vite sa véritable place : dans les pages en couleur de « Paris-Match », pour lequel pose sa femme, en robes venues de chez les grands couturiers.

Vous n'existez pas

Pour le F.N.L. et Hanoï, l'arrivée de Ky et de ses amis à Paris — ils ne sont d'ailleurs pas tous ses vrais amis — est importante : Saïgon a dû admettre, sur pression

américaine, elle-même résultat de la pression des faits, que les combattants de l'armée de libération existent. Pour un gouvernement comme celui de Saïgon, accepter cela, c'est déjà se condamner. On comprend les hésitations de cette équipe à venir à Paris : il s'agit d'un suicide politique. Et le Front comme Hanoï n'hésitent plus à le dire : ils ont laissé. Saïgon prendre son temps, se déconsidérer aux yeux des Américains et de l'opinion publique, et, une fois que Saïgon dépêche ses émissaires, les délégués révolutionnaires affirment : « **Nous sommes prêts à discuter en votre présence, c'est-à-dire avec vos maîtres. Mais il faut être sérieux. Vous n'existez pas. Cédez la place à d'autres Sud-Vietnamiens à Saïgon, et alors il sera possible de négocier.** » On no-



tera que, fait assez incroyable, les Américains n'ont pratiquement pas réagi à cette insulte diplomatique, qui est aussi vérité politique. Que n'ont-ils cependant pendant des années répété que le régime saïgonnais était légal, constitutionnel, bref vietnamien. Aujourd'hui, Washington semble avoir compris. Et, conservant toujours l'offensive politique, le F.N.L. et Hanoï lui soufflent la solution : avant de pouvoir former à Saïgon un gouvernement dit d'union nationale,

il y aura une autre transition, celle du « cabinet de paix ». Aux Américains de jouer : en provoquant les glissements nécessaires, pacifiques ou non, avec ou sans putsch, avec de l'argent de toute façon. Ils sont en tout cas persuadés maintenant que la paix ne se fera pas avec des hommes comme Thieu et Ky.

Pour quoi, pour qui mourir

Ils se trouvent d'autre part contraints, sans que l'on sache si cela les gêne ou les arrange secrètement, d'effectuer des gestes publics dont les modalités sont décidées par le Front de libération. La libération de trois prisonniers américains dans la région de Tay-Ninh, le 1^{er} janvier, a mis face à face des officiers américains et « vietcongs ». Washington n'a cessé de répéter que l'armée du Front n'existe pas, ou n'existerait pas sans l'aide de Hanoï. Peu importe. Le fait est que ce sont bien des émissaires de l'armée du F.N.L. que les officiers américains ont rencontrés, et d'autres entrevues du même type pourraient avoir lieu. Saïgon avait déclaré que des sauf-conduits seraient accordés aux délégués du Front afin de permettre la libération des prisonniers : Saïgon manque d'humour, car ce sont ses délégués à lui qui, s'ils y étaient admis, auraient besoin de laissez-passer pour se rendre dans ce secteur proche de Tay-Ninh... Mais Saïgon doit se justifier, car on imagine l'effet que ce type de rencontre peut avoir sur ses troupes. Pourquoi, pour qui mourir lorsque, dans la presse de Saïgon, est publiée une photo montrant des officiers américains palabrant, à 80 kilomètres de la capitale — un saut de puce en hélicoptère — sous l'emblème du Front de libération ?

D'autres signes de cette offensive du Front et de Hanoï pourraient être commentés : Tran Buu Kiem, chef de la délégation du Front, a été reçu par Michel Debré, ce qui est logique, mais vexant pour Saïgon. Les Américains ont dû se rendre à l'évidence proclamée par le F.N.L. : personne ne peut empêcher les maquisards de parler en leur nom propre et de le dire, sans se confronter avec Hanoï. Et le général

Ky lui-même n'a-t-il pas fini par déclarer que le Front est « une réalité » ? Une réalité qui tend à officialiser son pouvoir politico-administratif en multipliant sur le territoire sud-vietnamien des « comités révolutionnaires » de province.

Et la guerre dans tout cela ? Elle se poursuit, mais comme si elle se survivait. L'époque est terminée des grandes opérations américaines, des offensives à grand spectacle. Les B-52 larguent chaque jour leurs mille ou mille cinq cents tonnes de bombes dans la région de Saïgon. Le Front harcèle les bases. On a l'impression d'une routine. On est probablement loin encore du cessez-le-feu, mais on n'est plus à la veille de tentatives de reconquête. Et pourquoi les Américains dégarnissent-ils de plus en plus le sud de la zone démilitarisée ? Pourquoi ont-ils abandonné la base d'artillerie baptisée Camp Caroll ? Explication officielle : afin de donner une plus grande mobilité aux troupes. Il pourrait y avoir d'autres raisons.

Le début de la retraite

Il reste que, si même les Américains commencent discrètement un resserrement de leurs forces, ils n'ont pas encore fait la promesse d'un retrait à terme de toutes leurs troupes. Or, il est évident que les Vietnamiens n'accepteront pas de voir demeurer sur leur territoire un « Guantanamo », qui aurait nom Cam-Ranh ou Da-Nang. Ils n'ont pas la naïveté de croire que les G.I.'s peuvent partir en quelques mois, mais ils entendent obtenir de Washington un engagement de retrait total. L'une des questions délicates que la conférence aura à régler sera celle du statut des forces étrangères une fois



décidé le cessez-le-feu, leurs relations avec les troupes saïgonnaises qu'il faudra bien implanter quelque part, et avec le gouvernement provisoire qui sera mis en place à Saïgon.

Ce n'est là qu'un des problèmes épineux que les délégués à la conférence de Paris devront régler. En attendant, les débats bilatéraux, entre Ha Van Lau et Cyrus Vance, portent sur la forme de la table. Sujet d'humour facile pour beaucoup, mais qui recouvre pourtant une affaire sérieuse. Il semble d'ailleurs que dans ce domaine comme dans d'autres les Américains soient moins intransigeants que leurs amis saïgonnais. L'histoire contemporaine du Vietnam du Sud autorise en tout cas le Front de libération à exiger sa place à lui ; son total accord avec Hanoï n'empêche pas qu'il ait mené sa lutte, qu'il ait sa direction, ses cadres, ses comités populaires. On ne sait trop pourquoi — ou plutôt on ne le sait que trop — Washington a pendant des années affirmé que le Front n'était qu'une créature du Nord. Affirmation absurde, car si l'entente est parfaite au sujet du programme, autant dire que le Nord est une créature du Front... En fait, là aussi, les Américains ont amorcé leur « décrochage » : lorsque Kissinger, conseiller spécial de Nixon, écrit que les affaires du Sud doivent être réglées entre Sudistes, c'est-à-dire entre le Front et le gouvernement de Saïgon, il ne s'aligne pas sur le plan des maquisards, mais il fait pourtant un « morceau du chemin » en reconnaissant au Front une existence réelle de mouvement politique (et militaire) capable de prendre en charge, seul ou avec d'autres partis ou groupements, la direction de la zone méridionale du pays. Et, lorsque ce même Kissinger écrit que les questions militaires concernant l'ensemble du pays peuvent être réglées entre Américains et Nord-Vietnamiens, il recoupe un point de vue déjà exprimé par des émissaires de Hanoi selon lesquels le Nord peut, à la conférence, traiter d'affaires concernant l'ensemble du territoire et du problème, le Front étant habilité à négocier pour ce qui a trait au Sud du pays. Ce qui, soit dit en passant, constitue une interprétation au moins aussi cohérente que d'autres des accords de Genève de 1954. Tant il est vrai que juridiquement il n'existe qu'un seul Vietnam et que son seul gouvernement valable est celui de Pham Van Dong.

Affirmer ceci en revient évidemment à ne pas accorder de sérieuse réalité aux autorités de Saïgon et, comme le disent Hanoï et le F.N.L. à ne considérer le futur régime révolutionnaire du

Sud que comme un système provisoire permettant à la zone méridionale d'évoluer, pendant quelques années, afin de se mettre à l'unisson politico-social du Nord et de réunifier avec lui. Ce qui en revient à donner des arguments supplémentaires à ceux qui affirment que le vrai démarrage des négociations passe par un changement politique à Saïgon. C'est une banalité que de le dire. Lorsque les Américains en seront tous persuadés, lorsque par exemple Dean Rusk, qui n'a toujours rien compris, aura cédé la place au département d'Etat, cette évolution sera possible. Washington a les moyens de modifier la composition des cabinets à Saïgon. Et pas seulement les moyens, mais aussi l'habitude. Ses agents bien tranquilles en poste au Vietnam du Sud pourraient reprendre pour un temps du service. Une fois encore. Pour la dernière fois. Ensuite, les Vietnamiens seront libres. Pour la première fois.